



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE
DE LA SÉCURITÉ (SCDS) ERP - IGH**
S.I.S. 67

Strasbourg, le 06/12/2022

AVIS DE LA SCDS

Séance du 06/12/2022

PROCES – VERBAL

Conformément aux textes en vigueur, la Sous-Commission Consultative Départementale de la Sécurité dans les ERP / IGH a procédé à l'examen du dossier suivant :

UNISTRA ILL FACULTE DE PHARMACIE ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Visite périodique et de réception du 08/11/2022



Rapporteur : Capitaine ESCHBACH Cédric

Références : SIS 67 - FD - D-2022-006913 - E-21867942001048

Adresse de l'établissement : 74 Route du Rhin 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Préfecture du Bas-Rhin

Tel : 03 88 21 67 08

www.bas-rhin.gouv.fr

11, place de la République - 67 071 Strasbourg Cedex

RAPPORT DE VISITE

I. GENERALITES

Visite périodique réalisée le 08/11/2022 à 14:00 en présence des membres suivants :

Luc PFISTER	Elu de la commune de ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Patrice LIMASSET	Représentant de la Direction Départementale des Territoires
Capitaine ESCHBACH Cédric	Représentant du Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin
Ont également participé à la visite :	
Jean-Pierre GIES	Doyen de la faculté de pharmacie
Rachel MOUEZY	Responsable administrative de la faculté de pharmacie
Karima MANSOURI	Responsable ERP de la ville d'Illkirch-Graffenstaden
Cédric FULLHARDT	Responsable HSE UNISTRA
Yann LOHNER	Service SPSE UNISTRA
Philippe MAUBON	Direction du patrimoine immobilier UNISTRA
Florian WICHER	Conducteur de travaux - Direction du patrimoine immobilier UNISTRA
Delphine LECUREUR	BET ingénierie
Philippe BAS	Organisme agréé APAVE

Rappel des travaux réceptionnés

AT 067 218 13 V 0010 relative à la pose de garde-corps et création porte d'accès en toiture.

Installation de garde-corps fixes en toitures pour assurer la protection contre les chutes des intervenants, en périphérie de toiture des ailes C/D & E/F
Une fenêtre est également transformée en porte-fenêtre pour créer un accès technique en toiture terrasse.

AT 067 218 13 V 0013 relative à la rénovation des douches de sécurité dans le bâtiment F

AT 067 218 15V 0004 relative aux travaux de mise en accessibilité sanitaires

PC 067 218 13 V 0016 : les travaux portent sur :

- L'extension du hall d'entrée principal situé entre les bâtiments A & B de la faculté. La couverture partielle du patio attenant située entre le hall et les Amphithéâtres du bâtiment G, sera réalisée,
- La création d'un sas thermique à l'entrée avec réaménagement de l'accueil,
- La requalification de la façade,
- L'accessibilité de l'entrée aux personnes à mobilité réduite.

PC 067 218 14 V 0023 relatif à la création d'un local de stockage de produits et déchets chimiques avec local poubelles en RDC de l'aile F.

AT 067 218 21 V 0022 : rénovation de l'amphithéâtre GERHARDT Aile G et travaux d'isolation aile C-D

AT 067 218 22 V 0010 : rénovation énergétique de l'aile A.

Principales réglementations applicables

Code général des collectivités territoriales (art. L.1424-2, L.2213-32, L.2225-1 à L.2225-4, R.2225-2 à R.2225-10)

Code de la construction et de l'habitation, dispositions relatives aux établissements recevant du public (art. R.143-1 à R.143-47 et R.157-1 à R.157-4)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié, dispositions générales applicables aux ERP du 1er groupe

Arrêté du 4 juin 1982 modifié, dispositions particulières applicables aux ERP du type R

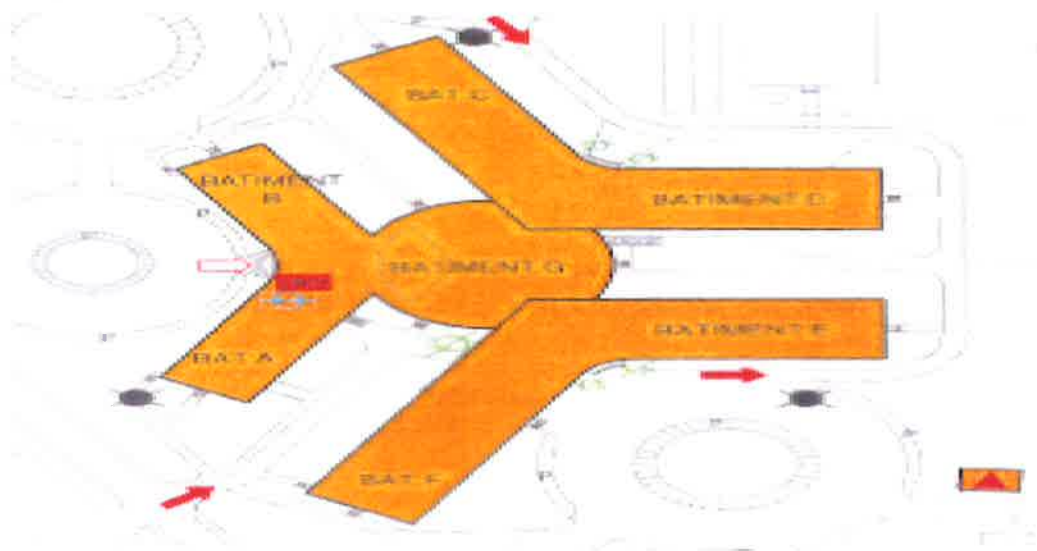
Arrêté du 23 juin 1978 modifié concernant les dispositions dans les chaufferies

Arrêté préfectoral du Bas-Rhin du 15 février 2017 portant approbation du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

II. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Aperçu de l'établissement visité

Etablissement destiné à l'enseignement et à la recherche scientifique, qui se divise en plusieurs corps de bâtiments autour des amphithéâtres centraux -1 à R+4. Composé essentiellement de salles de formation et de laboratoires. Le sous-sol est destiné aux locaux techniques.



Historique

1970	Construction de l'établissement
1977	Ouverture de la faculté de pharmacie
10/06/1991	<p>Contrôle partiel :</p> <p>La visite a fait apparaître que dans l'ensemble, les prescriptions émises par la Commission de Sécurité suite aux contrôles antérieurs notamment le contrôle général du 26 septembre 1987 n'ont pas été observées.</p> <p>Compte tenu de la gravité du risque caractérisant cet établissement, la Commission de sécurité de la CUS insiste sur <u>l'urgence</u> de démarrer les travaux de mise en conformité.</p>
12/12/1994	<p>La visite effectuée le 12 décembre 1994 sur demande de M. KOENIG, responsable sécurité à l'U.L.P. a permis de constater qu'un bon nombre de mesures ont été prises pour améliorer la sécurité et l'évacuation rapide des élèves :</p> <ul style="list-style-type: none">- rangement du vide sanitaire,- mise aux normes des installations électriques des travaux,- barres anti-panique sur les issues,- éclairage de sécurité entièrement remis à neuf,- limitation de quantité de produits en laboratoire. <p>Avis favorable.</p>
22/02/1996	<p>Le projet consiste à une prise d'air neuf réalisée par l'intermédiaire d'une gaine dans une des fenêtres existantes où sera installée la centrale au niveau du 3e étage.</p> <p>Le soufflage de l'air préchauffé se fera en vrac par le biais de gaines textiles installées dans le couloir. Des clapets coupe-feu étant prévu au passage des cloisons verticales résistantes au feu (couloir et recoupement).</p> <p>Avis de la CISA CUS : Des plans rectifiés sont à présenter. Affaire à revoir.</p>
18/04/1996	<p>Avis favorable à la demande de travaux de réaménagement de l'unité U425 Neuroimmunopharmacologie Pulmonaire 3ème étage bâtiment D</p>
15/05/1997	<p>Visite périodique du 18/04/1997</p> <p>Le contrôle périodique effectué le 18 avril 1997 a permis de constater :</p> <p>la non-réalisation des prescriptions issues du dernier contrôle datant du 12 décembre 1994,</p> <ul style="list-style-type: none">• l'achèvement des travaux d'installation d'une centrale d'introduction d'air et de restructuration de la Faculté (labo 3e étage) ceux-ci n'ont pu être réceptionnés puisque aucun rapport de fin de chantier n'a pu être présenté• la remise en état des commandes de désenfumage• la présence dans la cage d'escalier centrale d'une cafétéria avec tables, chaises et distributeurs de boissons ainsi que des installations électriques diverses,• l'important stockage présent à la fois dans les dégagements verticaux et horizontaux. Présence de frigo, compresseurs dans les cages d'escalier.• la non-conformité des encloisonnements et recoupement de circulations (portes condamnées, délabrées ou inexistantes)• la non conformité de l'isolement des locaux à risques et stockage sauvage de produits inflammables

- la non conformité de l'isolement du sous-sol, en effet certaines cages d'escalier débouchent directement dans la partie sous-sol sans recoupement,
- le stockage de déchets radioactifs dans un local ni ventilé ni isolé
- l'absence de fonctionnement du système d'alarme pour le bâtiment B.

En effet, suite à un exercice d'évacuation effectué le 12 mars 1997 en collaboration avec les Sapeurs-Pompiers, d'importants dysfonctionnements ont pu être relevés (cf. courrier du Colonel SIRON du 14 avril 1997) :

- dysfonctionnement de la détection dans la partie concernée par l'exercice,
- ventilation non coupée lors du déclenchement de l'alarme,
- absence de recoupement des gaines favorisant la dissémination des fumées
- non conformité du stockage des déchets radioactifs et contaminés

AVIS DEFAVORABLE A LA POURSUITE DE L'EXPLOITATION

26/06/1997

Transmission de l'échéancier des travaux de mise en sécurité

La Commission Intercommunale de Sécurité et d'Accessibilité de la CUS prend acte de l'échéancier des travaux de mise en sécurité de l'UFR transmis le 10 juin 1997 par l'ULP :

1997 :

- Diagnostic Sécurité (fait par AINF le 12 mai 1997)
- Remise en état complète des commandes de désenfumage (fait)
- Révision de l'alarme incendie existante
- Révision de l'éclairage de secours en place
- Consultation d'un Maître d'œuvre pour les travaux.

1998 :

- Cloisonnement portes coupe-feu sur dégagements, cages d'escaliers, recoupement et isolement du sous-sol
- Mise en conformité de la distribution du gaz
- Contrôle des installations électriques
- Installations d'une alarme incendie conforme à la nouvelle réglementation
- Complément de l'éclairage de secours

1999 :

- Mise en conformité électrique (suite)

Avis Favorable à l'échéancier.

Avis défavorable maintenu pour l'ouverture au public

20/08/1998

Examen du dossier de mise en sécurité de la Faculté de Pharmacie conformément à l'échéancier de travaux présenté en Commission Intercommunale de Sécurité et d'Accessibilité de la CUS le 26 juin 1997.

Les travaux résultent de l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation émis le 15 mai 1997 par la Commission Intercommunale de Sécurité et d'Accessibilité de la CUS.

Le présent dossier de déclaration de travaux n° 067 218 98 V0065 concerne d'une part la mise en sécurité de l'établissement telle que présentée par le

	<p>Président de l'ULP en date du 6 juillet 1998. D'autre part, la création d'un escalier de secours "bâtiment A" et l'installation d'une gaine de prise d'air sur la façade OUEST du "bâtiment D".</p> <p>Avis favorable.</p>
25/04/2000	<p>La SCDSA a examiné, le 25 avril 2000, le dossier de proposition d'échéancier prévisionnel de travaux de mise en sécurité de l'établissement, les travaux concernant le traitement de la stabilité au feu des structures du plancher haut de l'amphithéâtre " METAIS " sont achevés ainsi que l'ensemble des travaux de protection des dégagements, la protection des cages d'escaliers (désenfumage), la remise à niveau de l'éclairage de sécurité, de l'équipement d'alarme et l'isolement des locaux à risques particuliers</p>
17/07/2000	<p>La SCDSA a examiné une demande de travaux de réparation de la charpente de deux amphithéâtres (Pasteur et Gerhardt) ; les travaux de réparations sont achevés. L'ensemble des rapports de vérifications tant de solidité que de conformité électrique, établis les 12 et 27 septembre 2001 par l'organisme agréé VERITAS, ont été remis au Groupe de Visite et intégrés au registre de sécurité de l'établissement.</p>
23/10/2001	<p>Visite périodique du 04/10/2001 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ avis favorable à la réception des travaux de mise en sécurité réalisée depuis le dernier contrôle périodique par la CISA CUS du 15.05.97 et permettant d'assurer un niveau de sécurité satisfaisant. ♦ avis favorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.
17/07/2001	<p>Examen d'un dossier de demande de travaux de réparation de la charpente des deux amphithéâtres de la Faculté de Pharmacie.</p> <p>AVIS FAVORABLE à la proposition de travaux de consolidation des poutres de charpente de la Faculté de Pharmacie</p>
27/11/2001	<p>Examen d'un dossier de déclaration de travaux de mise en sécurité incendie (phase II) et d'amélioration des installations de ventilation de la Faculté de Pharmacie</p> <p>Les travaux consistent en l'amélioration de la ventilation pour les bâtiments B et D avec remise en état et amélioration des installations d'extraction des hottes de laboratoire (Sorbonne). Les travaux sont intérieurs, aucune modification des accès et aucune création de planchers n'est envisagée.</p> <p>Les interventions en façades sont le remplacement de châssis de fenêtre existants par la mise en place de prises d'air neuf.</p> <p>AVIS FAVORABLE à la déclaration de travaux n° 067 218 01 V 0104 de mise en sécurité incendie, d'amélioration de la ventilation de la Faculté de Pharmacie – 74, Route du Rhin à Illkirch-Graffenstaden ;</p> <p>AVIS FAVORABLE aux deux demandes d'atténuation (respectivement articles CH 32 § 1 et CH 32 § 5) motivé par les mesures compensatoires proposées par le maître de l'ouvrage, l'amélioration des conditions d'isolement entre les laboratoires, les circulations horizontales des zones de recherche et l'installation d'organes de coupures centralisés à proximité du CMSI de l'établissement.</p>
30/07/2002	<p>AVIS FAVORABLE à la demande de permis de construire n° 067 218 02 V 0038 concernant la création de paliers dans la cage d'escalier B de la Faculté de Pharmacie</p> <p>Les travaux consistent en la création d'environ 96 m² supplémentaires de planchers, en refermant les trémies de l'escalier B. La surface ainsi créée recevra</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau R + 2 un espace détente destiné aux étudiants et décomposé en partie cafétéria et une partie espace lecture ; l'ensemble limité à un accueil inférieur à 20 personnes. L'accès à ce local se fera au travers d'un sas débouchant sur l'escalier du bâtiment B

- au niveau R + 3, deux bureaux destinés à l'informatique, accessibles par un sas
- 21/12/2004 Visite périodique et de réception du 01/12/2004 :
- La réception des travaux suivants a eu lieu le même jour :
- mise en sécurité et amélioration de la ventilation dans les bâtiments B et D, suite à la déclaration de travaux n° 067 218 01 V 0104. Les rapports établis par VERITAS, tel que prévu à l'art. 48 du décret du 08.03.95 ont été transmis
- création de trémies dans les paliers de l'escalier central du bâtiment B, suite au permis de construire n° 067 218 02 V 0038. Les rapports prévus à l'art. 48 du décret du 08.03.95 ont été fournis par VERITAS.
- Avis favorable à la réception des travaux ainsi qu'à la poursuite de l'exploitation, suite à la réception de pièces complémentaires, le 20.12.04
- 21/03/2006 Avis favorable à la demande d'aménagement de Laboratoires aux 2^{ème} et 3^{ème} étages du bâtiment B
- Le projet consiste à aménager l'intérieur de locaux existants en laboratoires de recherches, ceux-ci seront traités en locaux à risques moyens. La quantité de produits stockés sera limitée à l'usage journalier.
- 30/10/2007 Visite périodique du 02/10/2007 :
- AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation de la Faculté de Pharmacie, 74 route du Rhin à Illkirch-Graffenstaden, motivé par :**
- les nombreuses observations contenues dans le rapport électrique,
 - les observations dans le rapport GAZ,
 - l'absence de rapport de contrôle du SSI.
- 30/11/2010 Visite périodique et de réception du 18/11/2010
- **AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation de la FACULTE DE PHARMACIE – 74, route du Rhin à STRASBOURG - motivé par :**
 - les travaux réalisés sans avis de la Commission de sécurité (sanitaires – chaufferie)
 - les nombreuses observations contenues dans les rapports électriques et ascenseurs
 - travaux d'aménagements intérieurs de locaux (laboratoires de recherches 2006 non réceptionnés par la Commission de sécurité).
 - **AVIS FAVORABLE à la réception de fin de travaux de création d'une rampe d'accès (AM N° 067 218 09 V0033).**
 - **AVIS DEFAVORABLE à la réception de fin de travaux de restructuration du bâtiment B (AM N° 067 218 09 V0036). (rapport initial au stade de la notice de sécurité non transmis).**
- 04/10/2011 Visite de réception :
- AVIS FAVORABLE à la réception de fin de travaux AM n° 067.218.10.V.0034 (DP n° 09.V.0036) concernant la restructuration du bâtiment B de la Faculté de Pharmacie, 74 route du Rhin à Illkirch-Graffenstaden,
 - La SCDS maintient l'AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation de l'établissement jusqu'à la levée des prescriptions.

30/07/2013	Avis favorable au PC 067 218 13 V 0016
20/08/2013	Avis favorable à l'AT 067 218 13 V 0013 relative à la rénovation des douches de sécurité
20/08/2013	Avis favorable à l'AT 067 218 13 V 0010 relative à la pose de garde-corps et création porte d'accès en toiture.
20/08/2013	Avis favorable à l'AT 067 218 13 V 0022 relative à la rénovation de la pièce D206 en laboratoire (dernière étude non réceptionnée, travaux réalisés)
26/11/2013	<p>Avis favorable à la réception de fin de travaux d'aménagement des laboratoires et de la chaufferie. La réception des travaux concerne, l'installation d'une chaufferie en toiture, l'aménagement de laboratoires aux 2^{ème} et 3^{ème} étages du bâtiment F (ancien B) – AM 06721806V0006 – SCDS du 21/03/2006</p> <p>Avis défavorable à l'exploitation de l'établissement, motivé par les non-conformités relevées sur place lors de la visite. (visite périodique et de réception du 04/10/2013)</p>
09/09/2014	Avis favorable au PC 067 218 14 V 0023 relatif à la création d'un local de stockage de produits et déchets chimiques avec local poubelles en RDC de l'aile F
17/03/2015	Avis favorable à l'AT 067 218 15V 0004 relative aux travaux de mise en accessibilité sanitaires
22/11/2016	<p>Avis défavorable à la poursuite de l'exploitation motivé par (visite périodique du 13/10/2016) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dysfonctionnement du système de désenfumage dont l'objectif principal est d'extraire en début d'incendie une partie des fumées et gaz chauds et de maintenir praticables les cheminements d'évacuation horizontaux. - les observations relevées dans le RVRMD en attente d'une proposition d'échéancier de mise en sécurité de l'établissement.*
06/06/2017	Avis favorable à l'AT 067 218 17 V 0012 relative aux travaux de réhabilitation et remplacement de l'ascenseur (dernière étude non réceptionnée, travaux réalisés)
04/07/2017	Avis favorable à l'AT 067 218 17 V 0014 relative à la modification des locaux intérieurs avec réaménagement des espaces par des modifications de cloisons (dernière étude non réceptionnée, travaux réalisés)
29/01/2019	AVIS DEFAVORABLE à la demande de modifications de cloisonnement au 1 ^{er} et 3 ^{ème} étages (AT 067 218 18 V 0015) motivé par un dossier incomplet ne permettant pas une instruction complète et une analyse de risque de l'établissement au regard du projet.
25/06/2019	<p>Visite périodique du 17/05/2019</p> <p>AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation de la FACULTE DE PHARMACIE – 74 Route du Rhin à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN motivé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le dysfonctionnement du système de suppression dans les laboratoires empêchant la fermeture des portes de recoupement des circulations. En cas de sinistre, un incendie se propagerait rapidement à l'ensemble de

l'établissement ;

- **Les observations relevées dans le RVRMD en attente d'une proposition d'échéancier de mise en sécurité de l'établissement ;**
- **Le non-respect des conditions d'isolement des laboratoires par rapport aux circulations ;**
- **La réalisation de nombreux travaux non réceptionnés, ne permettant pas d'apprécier pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;**
- **Le non fonctionnement du téléphone urbain en l'absence de l'alimentation électrique, ne permettant pas d'alerter les secours.**

30/11/2021	AVIS FAVORABLE à la demande de rénovation de l'amphithéâtre GERHARDT Aile G et travaux d'isolation aile C-D (AT 067 218 21 V 0022) (dernière étude non réceptionnée, travaux en cours)
28/04/2022	AVIS FAVORABLE à la demande de réaménagement des anciens laboratoires du RDC aile C - nouvelle pharmacie pédagogique (AT 067 218 22 V 0009) (dernière étude non réceptionnée, travaux en cours)
28/04/2022	AVIS FAVORABLE à la demande de rénovation énergétique de l'aile A (AT 067 218 22 V 0010) (dernière étude non réceptionnée, travaux en cours)
2025	Prochaine visite périodique de contrôle

*** Un RVRMD établi par SOCOTEC sur l'ensemble du bâtiment a été réalisé le 14/03/2014. Il fait suite à la demande de la SCDS dans son PV du 13/11/2013 suite à la visite périodique du 13/11/2013.**

Le RVRMD fait l'objet de 79 observations. Les principales non conformités sont regroupées dans les paragraphes suivants.

Rappel des travaux réalisés et non réceptionnés à ce jour :

AT 067 218 13V 0022 relative à la rénovation de la pièce D206 en laboratoire

Projet de rénovation de la pièce D206, bâtiment D de la faculté de pharmacie au 2^{ème} étage. Cette pièce sert de laboratoire mais doit faire l'objet d'une mise aux normes pour une utilisation permettant la culture de cellules. Pour cela, elle est séparée en deux parties et rénovée en laboratoire de confinement L2.

Ces travaux s'accompagnent d'une mise aux normes électriques, pose de revêtement de sol, peinture, climatisation et extraction d'air.

AT 067 218 17V 0012 : travaux de réhabilitation et remplacement de l'ascenseur

Dossier relatif au remplacement d'un ascenseur dans le bâtiment A. L'appareil de 1000 kg sera remplacé par un appareil neuf de même charge.

AT 067 218 17 V 0014 : modification des locaux intérieurs avec réaménagement des espaces par des modifications de cloisons

Dossier relatif à des travaux de restructuration (cloisonnements, installations électriques, pose de faux-plafonds) et d'aménagement dans différents bâtiments et locaux de l'établissement. Sont concernés :

- Au sous-sol : la création d'espaces de rangement (box)
- Dans les locaux A 108 (la création d'un local photocopieur) et A 110 (le réaménagement de la scolarité)
- Dans les locaux C 003 (l'agrandissement de la salle de T.P.) et C 212/214 (la création de 4 bureaux)
- Dans les locaux F 005 (la création de locaux pour les étudiantes) et F 021 (la transformation de l'ancien poste de livraison électrique en local pour les congélateurs)
- Dans le local G 019 (l'installation d'un photocopieur)

Rappel des travaux en cours et non réceptionnés à ce jour :

AT 067 218 22 V 0009 : réaménagement des anciens laboratoires du RDC aile C - nouvelle pharmacie pédagogique

Description de l'établissement visité

L'établissement comporte 7 dérogations à la réglementation.

Classement

Avant la visite

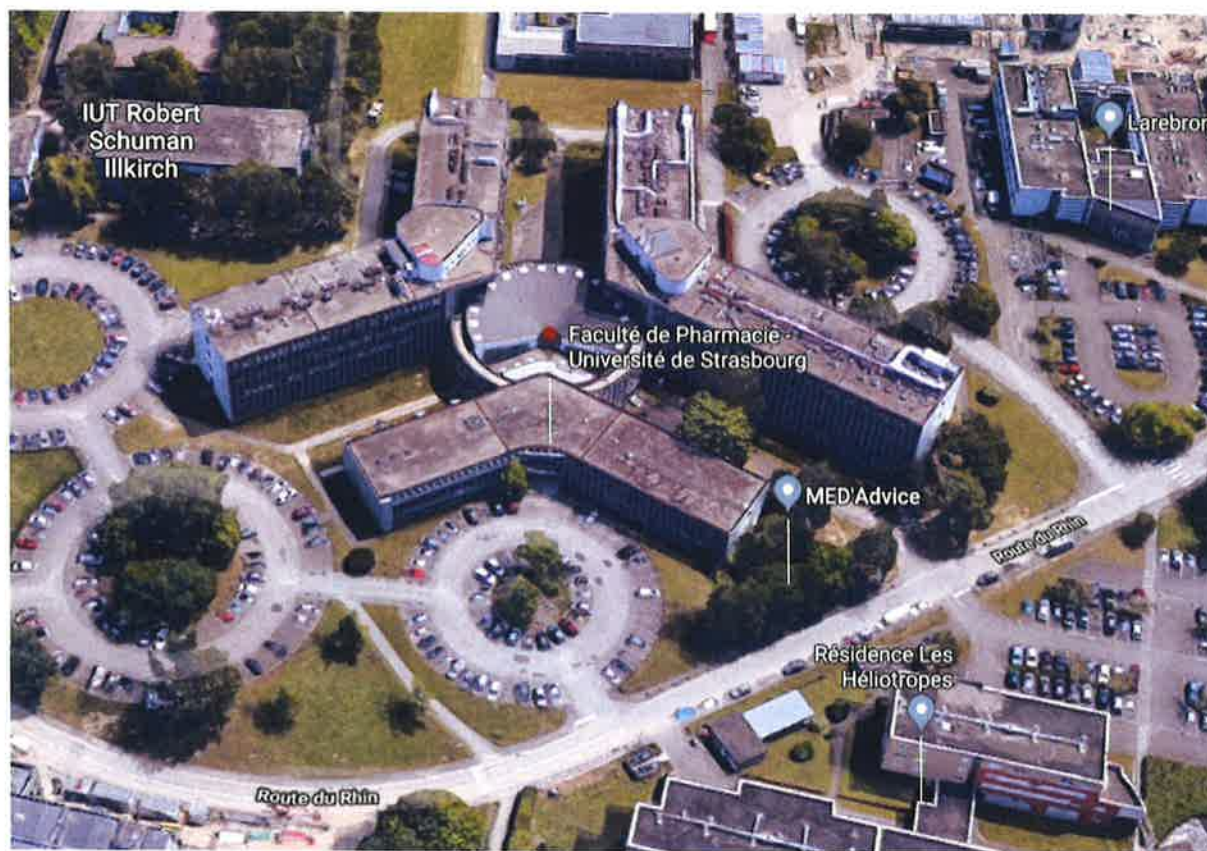
Type : R

Catégorie : 2^{ème} pour 1450 personnes dont 245 au titre du personnel

Après la visite

Classement non modifié.

Implantation



Desserte

Hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public par rapport au niveau d'accès des secours > 8m

Nom de la façade accessible	Détail de sa desserte
Route du Rhin	Voie échelle

NC 2	CO2§1	Les rayons des virages d'accès à la cour entre C/D et E/F semblent trop faibles.
NC 3	CO2§2	Absence de baies accessibles de dimension 0,90m x 1,30m ouvrantes de l'extérieur.
NC 4	CO 3	La façade G située entre ailes D et E est indiquée comme accessible: elle possède une IS au RdC du bat G. par contre la voie engin raccordée à cette portion en cul de sac n'a pas 3,00m de large dans les virages (surlargeur).
NC 5	CO 3	Absence de baies accessibles de dimension 0,90m x 1,30m ouvrantes de l'extérieur.

Isolement par rapport aux tiers

Aucun tiers n'est implanté à moins de 8m de l'établissement.

Construction

Structure

Matériaux et éléments constitutifs : béton

NC 6	CO 13§1	le degré SF et CF 2heures des structures des locaux à risques particuliers n'a pas pu être déterminé.
------	---------	---

Plancher

Matériaux et éléments constitutifs : béton

Distribution intérieure

Cloisonnement traditionnel

NC 8a	CO 24	Cloisons en carreaux de plâtre ou brique: certaines sont fissurées, certains clapet coupe feu implantés dans les cloisons sur circulation ne fonctionnent pas, des colliers intumescents sur conduites traversantes sont disposés du mauvais coté de la paroi, des non rebouchages de pénétrations autour de conduites (entre bouteilles stockées dans la circulation et labo par exemple)... Dans ces cas, le degré CF 1h exigé des parois sur circulations n'est pas atteint. Idem concernant les Régies des amphis Pasteur et Gherardt: elles sont ouvertes sur les amphis, du matériel est stocké dans ces régies
NC 8b	CO 24	Des non rebouchages de pénétrations autour de conduites (entre bouteilles stockées dans la circulation et labo par exemple)... Dans ces cas, le degré CF 1h exigé des parois sur circulations n'est pas atteint. Idem concernant les Régies des amphis Pasteur et Gherardt: elles sont ouvertes sur les amphis, du matériel est stocké dans ces régies
NC 9	CO 24	Certains locaux (salles de TP) possèdent des parties vitrées non résistantes au feu: un ensemble de plus de 300m ² de locaux contigus est donc créé et sans respecter le degré CF1h de ces parois.
NC 10	CO 24	Les portes des locaux sur circulations ne sont pas toutes PF1/2h
NC 11	CO 24	<p>Toutes les portes de recoupement des couloirs sont maintenues ouvertes pour ventouse électromagnétiques et sont munies d'occulus. Certaines portes de recoupement des couloirs ne ferment pas correctement du fait de la compensation d'air (surpression) dans la circulation. Par ailleurs certains joints sont à revoir.</p> <p>Enfin, l'attention est attirée sur le fait que le Code du Travail et l'arrêté du 05/8/92 modifié exigent le recoupement des couloirs de grandes longueurs (tous les 30 m par portes PF1/2 va et vient): cela est valable pour les circulations des sous sols non accessibles au public.</p>
NC 76	R 15	<p>Revoir le fonctionnement des portes coupe-feu de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- certaines portes coupe-feu ne sont pas étanches en raison de la mise en surpression des couloirs pour les besoins de service,- certains maintiens magnétiques sont détériorés

Niveaux	Bâtiment A
+1	Services administratifs, 2 salles de cours, salle du conseil
RDC	4 salles de classe, loge, 2 logements de fonction

Niveaux	Bâtiment B
+1	Enseignement salles de cours, amphithéâtres
RDC	Enseignement salles de cours, amphithéâtres

Niveaux	Bâtiment C
+3	Laboratoires de recherche
+2	Laboratoires de recherche
+1	Laboratoires de recherche
RDC	Salles de TP Biologie, animalerie

Niveaux	Bâtiment D
+4	Animalerie en toiture
+3	Laboratoires de recherche
+2	Laboratoires de recherche
+1	Laboratoires de recherche
RDC	Salles de TP Biologie, animalerie, transgénie

Niveaux	Bâtiment E
+4	Chaufferie
+3	Laboratoires de recherche
+2	Laboratoires de recherche
+1	Laboratoires de recherche
RDC	Laboratoires de recherche

Niveaux	Bâtiment F
+3	Laboratoires de recherche
+2	TP chimie, laboratoires chimie
+1	TP chimie
RDC	Locaux étudiants, ateliers, aire de stockage, plate-forme d'analyse

Niveaux	Bâtiment G
RDC	Grands amphithéâtres

Dégagements

Evacuation de personnes à mobilité réduite (PMR) : pas de procédures en place

- NC 29 CO 35§4 Evacuation du C241 par C200: distance trop importante (>10m) pour gagner l'issue sur couloir; il conviendrait de dégager l'IS au niveau du C243 par exemple.
- NC 33 CO52§2 : Certains vitrages de locaux donnant sur les cages centrales ne sont pas
Réaction au feu des parois au CF/PF
- NC 37 CO 57 Aucune indication n'a été donnée ou n'est présente dans le registre de sécurité concernant l'évacuation des PMR; cependant: les paliers des escaliers encoisonnés désenfumés situés en extrémité de chaque aile (sauf B) pourrait accueillir des personnes PMR. Ces paliers pourraient être équipés: d'un éclairage de sécurité, d'un balisage spécifique, d'un extincteur, d'un moyen de communication avec le poste de sécurité. Ces dispositions doivent être approuvées par la commission de sécurité et d'accessibilité et doivent apparaître sur les plans d'intervention et évacuation.

Désenfumage

Local ou dégagement désenfumé	Tirage	Commande	Commentaire
Escaliers	Naturel	Manuelle	
Hall	Naturel	Manuelle	
Amphithéâtres	Naturel	Manuelle	

- NC 44 DF5 : les L'escalier menant à l'animalerie n'est pas désenfumé.
escaliers centraux et en pignons sont désenfumés manuellement avec commande au RdC et vérifiés.

- NC 45 DF 6 Les circulations de plus de 30m ne sont pas désenfumées si tous les locaux accessibles au public (à l'exception des sanitaires) sont désenfumés (par des fenêtres donnant sur l'extérieur); or il faudrait que les locaux aveugles soient non accessibles au public ou désenfumés ce qui n'est pas le cas.
R 19
par exemple: E325 ou E310 séparés de la façade par une rangée de bureaux cloisonnés.
par exemple: E010 accessible au public et non désenfumé car aveugle. Enfin: la suppression des circulations empêche un désenfumage efficace des locaux ou de la circulation elle même.

Electricité et éclairage

Installation électrique

Alimentation principale (sous-sol du bâtiment G) : réseau public en haute tension

Source de remplacement : aucune

Organe de coupure d'urgence situé à l'accueil et à chaque entrée d'aile et dans les salles de TP.

Installation de protection contre la foudre

Aucune

Installation photovoltaïque

Aucune

Éclairage

Éclairage normal : électrique.

Éclairage de sécurité : blocs autonomes.

Chauffage, climatisation et ventilation

Chauffage et climatisation

Mode de production, énergie et puissance : 4 chaudières gaz en toiture du bâtiment F

Mode de distribution : radiateurs

Demande de dérogation n°1 validée par la SCDS le 27/11/2001 :

Article CH 32 § 1

L'article CH 32 § 1 prévoit que les conduits de distribution et de reprise d'air soient en matériaux classés MO.

Les conduits d'extraction d'air existants des sorbonnes des laboratoires sont soit en fibro-ciment, soit en PVC classé M1. Les nouveaux conduits sont en PVC classé M1.

L'activité de recherche en chimie ne permet pas d'utiliser des conduits métalliques pour l'extraction d'air des sorbonnes.

Tous les autres conduits sont en matériaux classés MO.

Demande de dérogation n°2 validée par la SCDS le 27/11/2001 :

Article CH 32 § 5

L'article CH 32 § 5 prévoit, entre autres, le rétablissement du degré coupe-feu au franchissement des parois d'isolation entre niveaux, secteurs et compartiments.

La mise en place de clapets coupe-feu n'est pas possible à cause de l'activité de recherche en chimie.

Le maître de l'ouvrage a proposé de réaliser en encoffrement coupe-feu des conduits. Dans certains cas, la proximité entre les conduits d'extraction existants ne permet pas de rétablir parfaitement le degré coupe-feu entre niveaux. Il a proposé dans les cas particuliers de réaliser un encoffrement par groupe de conduits. Ceci permet de rétablir le degré coupe-feu entre circulations de niveaux différents, mais pas forcément de locaux de niveaux différents.

L'isolation des circulations par rapports aux laboratoires est réalisé dans tous les cas.

En mesures compensatoires, le maître d'ouvrage a proposé d'installer des détecteurs automatiques d'incendie dans toutes les circulations de tous les niveaux des bâtiments B et D.

Commandes regroupées à l'accueil des secours du bâtiment A à proximité immédiate du Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) avec indication :

« arrêt d'urgence des ventilateurs d'extraction des hottes de laboratoire (sorbonne) ».

Ventilation

Sorbonnes dans les laboratoires. (200 au total)

Couloirs surpressés en permanence pour compenser l'extraction des sorbonnes.

NC 28	CO 31 à 21	Constat de conduits en tôle non protégé par une gaine CF, bouteilles stockées à proximité.
NC 59	CH 41§6	Présence d'une VMC inversée au sous sol. Avis défavorable sur le local.
NC 61	CH 42	Absence de CCF sur les réseaux de VMC.

Risques particuliers

Présence de produits chimiques dangereux dans le bunker (extension du bâtiment F au RDC dans une enveloppe CF 2h avec extinction automatique à poudre) et dans les laboratoires et salles de TP.

Agents biologiques dangereux dans l'animalerie (située au RDC et 4^{ème} étage du bâtiment D)

NC 12	CO 27	Local Stock Chimie au SSol bat E : la nature et la quantité exacte des produits stockés n'a pas pu être communiquée.
NC 13	CO 27	Les laboratoires et salles de préparation conservent des produits liés aux expériences en cours; par contre il semble que la quantité "limitées à la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours" ne soit pas respectée. article R12§1: La présence dans ces salles [vocation d'enseignement - vocation de recherche] de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours est interdite. Par ailleurs: constat en C-05 de stockage d'ether et d'acide borique (quantité non mesurée) (le local possède une VH)
NC 15	R10§4 : au sous sol: des locaux adjacents communiquent entre eux formant des surfaces de plus de 100m2 (C-04 et C-03, A-06, E-02...)	stock "sauvage" dans les sous sols hors locaux.
NC 16	R10§3	Portes de locaux de préparation sur circulation et sur salle enseignement: non PF1/2h et non munies de ferme porte
NC 18	CO 28	Le flocage du plancher n'est pas justifié: type, épaisseur...
NC 20	R10§1 : Façade des locaux de stockage de liquide inflammable	En sous sol, donc pas de parois en façade

NC 22 et CO 28 23		Le degré CF1h des planchers et des cloisons n'a pas pu être justifié
NC 25	R10§3	Portes de locaux de préparation sur circulation et sur salle enseignement: non PF1/2h et non munies de ferme porte (F205, F105 par exemple) certaines armoires ventilées ne sont pas raccordées.
NC 26	CO 29	<p>Les logements du RdC bat A ouvrent sur la circulation qui dessert des salles de cours: les dégagements ne sont pas indépendants.</p> <p>artCO29 §2: Les locaux servant de logements au personnel, situés dans l'établissement, doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être isolés des autres parties du bâtiment par des parois verticales et des blocs-portes présentant les caractéristiques de résistance au feu des locaux réservés au sommeil prévus à l'article CO 24 ; - être, en outre, desservis par des dégagements indépendants de ceux réservés au public. Si ces dégagements sont communs avec des tiers, le bloc-porte doit être de degré coupe-feu 1/2 heure et équipé d'un ferme-porte. Toutefois, après avis de la commission de sécurité, des atténuations à ces dispositions peuvent être autorisées
NC 63	GZ13§4	Réseau gaz circule au sous sol du bâtiment dans les locaux à risques
NC 64	GZ 16	Les canalisations placées à l'extérieur doivent être protégées contre la corrosion. Dans le cas où ces canalisations sont exposées aux chocs, elles doivent être protégées mécaniquement. Les canalisations alimentant les laboratoires sont à protéger contre les chocs en pied de bâtiment.
NC 65	GZ 17	la conduite gaz alimentant les laboratoires, circule au sous sol dans des locaux à risques.
NC 67	R 22	Avis défavorable pour le réseau d'extraction des hottes de sorbonnes. En effet les réseaux traversent les niveaux et ne sont pas isolés coupe feu réglementaire.

Moyens de secours

Défibrillateur automatisé externe

Emplacement : 3 dans chaque hall.

NB : obligatoire à partir du 01/01/2020 (ERP de la 1^{ère} à 3^{ème} catégorie) conformément au décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes.

Défense extérieure contre l'incendie

3 poteaux d'incendie et un puits d'aspiration autour de la faculté de pharmacie.

Moyens d'extinctions

Extincteurs portatifs

Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Plans d'intervention

Service de sécurité incendie

Durant la présence du public, 10 personnes désignées et entraînées à :

- la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie ;
- l'évacuation du public ;
- l'alerte ;
- l'accueil des secours.

30 personnes formées SST et à la manipulation des extincteurs.

Formation spécifique pour les produits chimiques et biologiques de l'ensemble des étudiants et du personnel.

Présence de guide file-serre file dans chaque unité.

Système de sécurité incendie

SSI de catégorie A

Détection automatique dans :

- circulations horizontales du bâtiment F au 3^{ème} étage
- circulations du sous-sol

Fermeture des porte CF maintenues ouvertes

Alarme de type 1 avec :

- diffusion générale,
- aucune temporisation,
- signal sonore / sonore et lumineux (**prescription**)

Système d'alerte

Téléphone urbain (**prescription**)

Entretiens, vérifications, formations et exercices

Le registre de sécurité a été présenté et signé par le rapporteur.

Intitulé	Organisme	Date	Commentaires
Vérification réglementaire après travaux par un organisme agréé PC067 218 13V 0016	Bureau Veritas	20/10/2014	Extension du hall, accessibilité, réaménagement accueil et modification de façades – <i>rapport vierge</i>
Attestation de solidité à froid PC 067218 13V0016	Bureau Veritas	07/10/2016	Le contrôleur technique n'a pas émis d'avis défavorable
Vérification réglementaire après travaux par un organisme agréé PC 067 218 14V 0023	Socotec	10/10/2016	Création d'un local de stockage de produits et déchets chimiques avec local poubelles en RdC de l'aile F 5 observations levées le 22/11/2019
Vérification réglementaire après travaux par un organisme agréé AT 067 218 15V 0004	Bureau Veritas	23/10/2015	Travaux de mise en accessibilité sanitaires – <i>rapport vierge</i>
Vérification réglementaire sur mise en demeure par un organisme agréé AT 067 218 13V 0010	Qualiconsult	09/03/2020	Création d'un garde-corps et d'une porte d'accès en toiture – <i>rapport vierge</i>
Vérification réglementaire sur mise en demeure par un organisme agréé AT 067 218 13V 0013	Qualiconsult	09/03/2020	Rénovation des douches de sécurité – <i>rapport vierge</i>
Vérification réglementaire après travaux par un organisme agréé AT 067 218 21 V 0022 : rénovation de l'amphithéâtre GERHARDT Aile G et travaux d'isolation aile C-D	APAVE	04/11/2022	3 obs. CO 24 : les portes des régies ne sont pas encore remplacées. La nomenclature des portes n'a pas été fournie. AM4 : - Fournir les plans de détail correspondant exactement à l'exécution (habillage des parois arrières de l'amphithéâtre) - Fournir le PV de classement au feu de la mousse - Fournir le certificat ACERMI précisant le classement au feu des 2 couches d'isolant acoustique. SL2 : Le schéma ainsi que la note de calcul transmis ne sont pas en

			adéquation avec l'installation réalisée (calibres, références, repères et désignation des disjoncteurs)
Vérification règlementaire après travaux par un organisme agréé AT 067 218 22 V 0010 : rénovation énergétique de l'aile A.	APAVE	04/11/2022	2 obs. CH 32 : Les calfeutrements du CCF sur air neuf de la CTA Gerhardt et du CCF sur l'une des branches de soufflage sont à parfaire. La nomenclature complète des CCF indiquant le nom du local n'a pas été transmise. Le nettoyage des cadres des trappes s'ouvrant difficilement (trace de plâtre) n'est pas réalisé. MS 60 : Tous les nouveaux clapets sont auto-commandés. Ils sont toutefois équipés pour un éventuel raccordement futur au SSI. Impossible avec l'installation actuelle (capacité insuffisante). Pour mémoire : le maître d'ouvrage ne dispose pas de dossier SSI existant.
Désenfumage non asservi au SSI	Vinci Facilities via Desenfum'Est	09/03/2022	2 observations dont 1 fuite n'empêchant pas le bon fonctionnement de l'installation et un exutoire qui ne s'ouvre pas totalement sur un des escaliers du bâtiment C
Chauffage	Vinci Facilities	28/04/2022	
Ventilation	Vinci Facilities	14/10/2022	
Ramonage	Vinci Facilities via Ramonage Gross	16/05/2022	
Gaz combustible	Bureau Veritas	28/04/2022	
Sorbonnes	Interne	23/03/2021	Certaines sorbonnes ont un flux insuffisants.
Électricité et éclairage de sécurité	ERP	Bureau Veritas	1 obs. sur RVRE Remettre en état le fonctionnement de l'éclairage de sécurité. (environ 50% de blocs ne fonctionnant pas) 7 obs. sur CdT
	Code du travail		
Ascenseur Escalier mécanique Trottoir roulant	Entretien	KONE	12/08/2022 Marché de maintenance
	Vérification quinquennale par un organisme agréé	Bureau Veritas (AS9 – VTRE) Bureau Veritas (De Robien CE)	23/05/2022 & 14/10/2022 (VTRE) 23/05/2022 & 14/10/2022 (VTRE) Ne concerne que 2 ascenseurs sur 3 (le 3 ^e n'était pas encore été réceptionné AT 17 V 0012) : 3 observations administratives 2 observations
Entraînement, formation, qualification ou exercices du personnel désigné.	Interne	14/10/2022 29/09/2022	Exercices d'évacuation

SSI alarme	Entretien	Vinci Facilities	26/09/2022	
	Vérification triennale du SSI A ou B par un organisme agréé	Bureau Veritas	29/09/2022	12 observations dont 5 administratives Reste notamment : Les travaux réalisés doivent faire l'objet d'une mission de contrôle technique par un organisme agréé (Le SSI aurait été remplacé en 2013 sans AT préalable)
Extinction automatique	Entretien	Klein Protection Incendie	31/03/2022	5 installations fixes automatiques à poudre polyvalente avec thermofusibles
Extincteurs		Klein Protection Incendie	31/03/2022	
Points d'eau privé		Ringenwald Incendie	07/04/2022	3 PI avec débit > 111 m ³ /h pour une pression > 3,1 bar
DAE		Schiller France	20/01/2022	3 DAE installés 19/04/2019 Date validité électrodes : 03/06/2025 Date validité batterie : 03/2030

Essais réalisés

Objet	Résultat	Commentaires
Détection incendie	Concluant	SSI mis sur batterie. DAI circulation 3 ^{ème} étage bâtiment F.
Alarme	Concluant	
Compartimentage	Non concluant	Circulations à cause de la surpression des couloirs
Déverrouillage des issues de secours	Non concluant	Issues au RDC : non concluant lors du processus d'alarme DM vert fonctionnel
Éclairage de sécurité	Non concluant	Sondage RDC. Cf. obs du rapport électrique. 50% des BAES HS.
Désenfumage	Hall	Concluant
	Amphithéâtre	Concluant
	Escaliers	A améliorer Escalier C. Ouverture partielle de l'exutoire.
Alerte	Non concluant	Ne fonctionne pas en l'absence de l'alimentation électrique.
Consignes et formation du personnel	Concluant	
Évacuation des personnes	Concluant	Evacuation en moins de 4 minutes.

Conclusion

Le groupe de visite attire l'attention de l'autorité municipale sur l'urgence de cette situation et le péril que représente la poursuite de l'exploitation de cet établissement.

L'établissement est sous avis défavorable à la poursuite de l'exploitation depuis 2007 (cf. historique de l'établissement). Il n'apparaît aujourd'hui aucune évolution de la situation.

Le groupe de visite s'inquiète du niveau de sécurité et la dangerosité de l'établissement et constate un laxisme quant à la prise en compte des prescriptions de la SCDS. La situation est identique depuis de nombreuses années. Aucune démarche n'a été entreprise pour envisager des travaux de mise en sécurité.

Les non conformités relevées par le RVRMD de SOCOTEC du 14/03/2014 font état de risques graves ne permettant pas d'atteindre un niveau de sécurité général acceptable car dangereux en termes d'éclosion d'incendie, de propagation et de problèmes d'évacuation des occupants.

L'analyse du risque réalisée sur le bâtiment fait apparaître de nombreux risques d'éclosion d'incendie, de développement et de propagation de celui-ci et un danger réel pour les occupants, notamment concernant :

- les dérives liées au stockage conséquent de produits chimiques dans les laboratoires. La plupart des produits ne respectent pas les conditions de stockage (absence de bac de rétention, doute sur la compatibilité des produits stockés, stockage en vrac des contenants en verre, absence de traçabilité des produits en stock) Cette situation est signalée par la SCDS depuis 1997 ;
- la présence dans les salles à vocation d'enseignement et de recherches de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours est interdite ;
- les réseaux d'extraction des hottes des sorbonnes traversant les niveaux. Ces derniers ne sont pas isolés par des dispositifs coupe feu réglementaires ;
- l'absence de fermeture des portes CF des circulations. . En cas d'éclosion d'incendie, les fumées se propageront dans l'ensemble des circulations et vers les autres plateaux empêchant une évacuation des occupants. Pour des raisons d'exploitation et d'inefficacité de l'extraction des sorbonnes, une ventilation mécanique permanente fonctionne dans le bâtiment E-F dans le secteur des laboratoires. Cette ventilation empêche la fermeture des portes coupe-feu en cas d'incendie et le sinistre pourrait se propager à l'ensemble de l'établissement. De la même manière, toutes les portes des laboratoires sont ouvertes sur la circulation et constitue un risque avéré de propagation d'un sinistre. Les laboratoires sont assimilables à des locaux de préparation et de collection au vu de l'article R10 §3. Ces derniers sont considérés comme des locaux à risque courant. Ils doivent cependant être isolés des locaux et circulations recevant du public par des parois coupe-feu 1/2h au moins et des portes pare-flammes 1/2h, munies de ferme-portes ;
- les locaux à risques non isolés réglementairement pouvant conduire à une propagation d'incendie en cas d'éclosion d'un sinistre ;
- le non respect du cloisonnement traditionnel (trouées dans la plupart des cloisons, cloisons non CF, portes des locaux non PF1/2h etc.) pouvant conduire à une propagation d'un sinistre l'ensemble des circulations ;
- la présence de stockage dans les circulations et dégagements (photocopieurs, baie de brassage) ;
- l'absence de désenfumage des circulations de plus de 30m. Ces dernières peuvent ne pas être désenfumées si tous les locaux accessibles au public (à l'exception des sanitaires) sont désenfumés (par des fenêtres donnant sur l'extérieur). Or il faudrait que les locaux aveugles soient non accessibles au public ou désenfumés ce qui n'est pas le cas. De plus, le désenfumage naturel de la cage d'escalier du bâtiment C s'ouvre partiellement. Une défaillance du système de désenfumage ne permettrait pas d'évacuer les fumées et de garantir l'évacuation rapide et sûre du public ;
- la défaillance de 50% de l'éclairage de sécurité pouvant conduire à un mouvement de panique et compromettre l'évacuation rapide et sûre du public ;

- l'absence de suivi rigoureux des prescriptions émises par la SCDS dans ses procès-verbaux antérieurs ;
- l'absence de suivi rigoureux des levées d'observations contenues dans les rapports des installations techniques et des moyens de secours. Des carences organisationnelles sont constatées (absence de remontées du terrain, absence de communication entre la direction du patrimoine immobilier et les services du SPSE de l'UNISTRA etc.)
- les nombreux travaux réalisés sans délivrance d'un RVRAT établi par un organisme agréé et l'absence de réception par la commission de sécurité, ne permettant pas au groupe de visite de garantir le respect de la réglementation incendie et d'analyser pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;
- l'insuffisance des dégagements dans la salle A003 dont l'effectif est de 50 personnes ;
- les difficultés d'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement. Cela concerne notamment les locaux du bâtiment D au 2^{ème} étage ;
- l'absence d'autorité hiérarchique du chef d'établissement (le doyen de la faculté de pharmacie) sur les unités de recherches ;
- la réalisation de travaux sans autorisation préalable de l'autorité de police et de l'avis de la SCDS. Cela concerne le remplacement du SSI en 2014.

De tels manquements aux règles les plus élémentaires de sécurité incendie ne pourraient que faciliter la propagation rapide d'un incendie aux circulations, risquant de compromettre une évacuation des occupants.

Par ailleurs, le groupe de visite constate également, une absence totale de la prise en compte sérieuse de la sécurité incendie par l'ensemble des responsables des unités d'enseignement et de recherches ainsi que de la formation du personnel en matière de sécurité incendie et des règles de sécurités liées au stockage des produits chimiques.

Cette situation dans un bâtiment présentant des défaillances en matière de sécurité de type structurelle (cloisonnement traditionnel non réglementaire, absence d'isolement des locaux à risque, etc.), fonctionnelle (compartimentage défaillant, 50% de l'éclairage de sécurité inopérant, défaillance du désenfumage naturel de l'escalier du bâtiment C) ou liées au comportement des personnes présentes (stockages, locaux maintenus ouverts, etc.) ne permet pas d'évacuer le bâtiment sans risques pour les personnes. De plus un incendie aurait des conséquences graves pour le bâtiment avec la présence de produits chimiques dans des locaux non isolés.

Photos prises durant la visite :

Portes de recoupement maintenues ouvertes par la suppression de la circulation



Laboratoires ouverts sur les circulations :



Stockage dans les laboratoires et dans les salles de TP :



Stockage permanent sous les sorbonnes.



Stockage de contenants en verre sur le sol avec risque de chute.



Stockage de liquides inflammables, absence de bac de rétention.



Stockage permanent sous une sorbonne de liquide inflammable, liquide inorganique corrosif basique et d'acide formique et sulfurique. En cas de rupture des contenants, il existe un risque avéré de réaction exothermique.



Locaux à risques calés et non isolés :



Lingerie dont la porte est calée et local photocopieur dont les portes sont HS.

Risque avéré d'éclosion d'incendie dans le local de l'amicale :



Présence de stockage anarchique et d'un fort potentiel calorifique autour du four à micro-ondes.

Installation d'une climatisation sans autorisation dans un local serveur avec trouées dans la porte et le mur :



Cloisonnement non conforme dans les circulations avec présence de trouées :



Présence d'une porte coulissante non motorisée local D107. (interdite par le règlement de sécurité incendie)



Cloisonnement non conforme avec stockage dans le placard électrique

Potentiel calorifique dans les circulations :



Photocopieur et baie de brassage déjà signalée en 2019.

III. PROPOSITIONS

Prescriptions antérieures non réalisées

1. **Etablir et transmettre à la SCDS, sous couvert du Maire de la commune, un échéancier de mise en sécurité, basé sur le RVRMD du 24/03/2014. (RAPPEL - GE 7)**
2. **Revoir les protocoles de stockage des produits chimiques dans les laboratoires après leur utilisation. (rappel)**
3. Maintenir libres de tout encombrement les issues et dégagements sur la totalité de leur largeur (extérieurs et intérieurs). Déverrouiller ces issues en présence du public. **(CO 37 – 45 – 46)**
4. Des exercices pratiques d'évacuation doivent avoir lieu au cours de l'année universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité. **(R 33)**
5. Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie. (R143-3 du CCH)
6. Fournir à la SCDS sous couvert du maire un RVRMD portant sur l'ensemble des travaux réalisés et non réceptionnés à ce jour. (GE 8)
7. Saisir, la commission de sécurité sous couvert du Maire, en vue d'une visite de réception des travaux non réceptionnés. (R 143-34 du CCH - GE 3 - art. 43 du décret du 08/03/95)
8. En application de l'article GN 8, le chef d'établissement en liaison avec le maître d'ouvrage devront soumettre pour validation de la SCDS ERP-IGH la ou les solution(s) retenue(s) visant à l'évacuation différée des élèves/ personnes en situation de handicap moteur fréquentant les étages, puis les intégrer dans les procédures et consignes d'évacuation. L'évacuation verticale restant la règle pour les personnes pouvant se déplacer par leurs propres moyens.

9. Intégrer les différentes situations de handicap des personnes amenées à fréquenter isolément les locaux et mettre en place un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible par ces dernières dans les sanitaires. (GN 8)
10. Fournir à la SCDS, sous couvert du Maire, une déclaration d'effectif à jour. (R2)
- 11. Remédier au dysfonctionnement des portes de recouplement des circulations. (CO 24)**
12. S'assurer que les portes des laboratoires disposant de ferme-portes se referment complètement. (R 10)
13. Supprimer tout dépôt, matériel ou objet pouvant faire obstacle à la circulation des personnes dans les dégagements ; il y a lieu notamment de maintenir libre de tout encombrement les cheminements d'évacuation. Cela concerne la baie de brassage dans la circulation du 1^{er} étage de l'aile C, le photocopieur de l'UMR MELY au 2^{ème} étage de l'aile D. (CO 37)
14. Supprimer les cales bloquant les portes en général. Il existe la possibilité d'asservir les portes désirant être maintenues ouvertes pour des raisons d'exploitation au système de sécurité en place. (CO 47)
15. Respecter les conditions d'isolement des laboratoires dans l'ensemble de l'établissement. Ces derniers sont considérés comme des locaux à risque courant. Ils doivent cependant être isolés des locaux et circulations recevant du public par des parois coupe-feu 1/2h au moins et des portes pare-flammes 1/2h, munies de ferme-portes. La quantité de produits admise dans chaque local est limitée à la quantité nécessaire aux manipulations et expériences en cours. (R 10 §3)
16. S'assurer que les portes des laboratoires sont maintenues fermées en permanence. (R 10 §3)
17. Dispenser au personnel d'accueil désigné par le chef d'établissement, une formation annuelle à l'exploitation du tableau du SSI. (MS 69)

Prescriptions nouvelles

18. Transmettre à la SCDS, sous couvert du Maire, les attestations de levées des réserves contenues dans les rapports de vérifications des installations techniques non présentées lors de la visite périodique du 08/11/2022. (GE 6)
19. Lever les observations contenues dans les RVRAT/RVRMD présentés lors de la visite de réception du 08/11/2022. (GE 7)
- 20. Isoler l'ensemble des locaux à risque moyen par des murs et planchers CF1h avec porte CF1h munie de ferme-porte. (CO 28, R 10)**
- 21. Remédier au dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité. (EC 7)**
- 22. Reboucher l'ensemble des trouées et restituer le degré CF des cloisons et des portes en application de l'article CO 24.**
23. Supprimer et proscrire le stockage de cartons dans les sanitaires (local E100) de l'aile E au 1^{er} étage. (R143-13 du CCH)
24. Remplacer la porte du local F 301 par une porte PF 1/2h. (CO 24)
25. Supprimer le stockage anarchique et le four micro-ondes dans le local étudiant F005. (CO 28)
26. Supprimer la climatisation mobile dans le local F003 et reboucher l'ensemble des trouées réalisées. (CO 28, R 143-13 du CCH)

27. Supprimer la porte coulissante non motorisée du local D 107 et installer une porte à vantail traditionnelle PF1/2h. (CO 48)
28. Limiter l'effectif de la salle A003 à 19 personnes compte-tenu du seul dégagement disponible ou créer un deuxième dégagement. (CO 38)
29. Supprimer l'alarme sur les portes des sorties de secours. Cette dernière est de nature à couvrir l'alarme incendie. (R 143-13 du CCH)
30. Réaliser un inventaire détaillé des produits chimiques et inflammables contenu dans l'ensemble de l'établissement. (R10§1)
31. Respecter les dispositions de l'article R10§ 2. Concernant les locaux de stockage de produits dangereux, destinés à l'enseignement et à la recherche, autres que les liquides inflammables. En application de l'article CO 27 § 2, les locaux destinés au stockage des produits dangereux autres que les liquides inflammables cités au paragraphe précédent sont classés locaux à risques moyens. Ils doivent être destinés exclusivement au stockage de ces produits. Chaque produit doit être conservé dans son conditionnement commercial d'origine. A défaut, il doit être conservé dans un emballage adapté et étiqueté suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 20 avril 1994 susmentionné. Les récipients contenant des liquides doivent être placés dans une cuvette étanche et réalisée en matériau adapté au produit contenu. Cette cuvette doit pouvoir retenir la totalité des liquides que ces récipients contiennent.
32. Les quantités de produits toxiques et liquides inflammables doivent être limitées à la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours dans :
 - les salles à vocation d'enseignement dans lesquelles les élèves ou les étudiants exécutent des exercices nécessaires à leur formation, sous la surveillance de professeurs ;
 - les salles à vocation de recherche.La présence dans ces salles de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours est interdite. (R12§1)
33. Les locaux doivent être identifiés par la mention « stockage de produits dangereux » apposée sur leurs portes d'accès
34. Désenfumer les circulations de plus de 30m dont les locaux adjacents accessibles au public ne sont pas désenfumés. (R19)
35. Disposer d'un passe unique permettant l'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement afin de faciliter l'intervention des secours. (R 143-13 du CCH)

Recommandations

1. Mettre à jour le plan ETARE de l'établissement.
2. Respecter les dispositions relatives au stockage des bouteilles d'hydrogène.
3. Interdire le stockage de produits sous les sorbonnes. Les sorbonnes de laboratoire sont des installations prévues pour effectuer des expériences et des manipulations de laboratoire ; elles ne doivent pas devenir des emplacements de stockage. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
4. Les armoires et les étagères propres à un laboratoire ne doivent assurer que le stockage tampon correspondant, soit à des besoins à court terme en produits usuels, soit à des besoins particuliers au laboratoire à court ou éventuellement moyen terme. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)

5. S'assurer de la séparation des produits incompatibles entre eux. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
6. Les produits dangereux ne doivent pas être stockés à plus de 1,60 m du sol. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
7. Les rayonnages ou étagères doivent être réalisés en matériaux résistants mécaniquement et chimiquement. Leur stabilisation efficace doit empêcher tout basculement. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
8. Prévoir des capacités de rétention par catégorie de produits dans le local de stockage extérieur. Si une catégorie occupe plusieurs étagères, on prévoira une rétention par étagère. Le local de stockage sera lui-même en rétention générale, sachant qu'une rétention déportée permettant la récupération des eaux d'extinction est la solution à préférer en cas de réalisation de locaux neufs ou de réaménagement important. En tout cas, un puisard facilitera la récupération des liquides répandus. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
9. Faire vérifier le système de ventilation et de conditionnement d'air du local de stockage extérieur. Une ventilation mécanique, résistant à la corrosion et assurant un renouvellement de 4 à 6 volumes par heure doit être prévue dans un tel local. Ce débit doit pouvoir être porté ponctuellement (en cas de dispersion accidentelle d'un liquide volatil par exemple) à 20 volumes par heure à l'aide d'une commande située à l'extérieur du local ou asservie à la détection de gaz/vapeurs. Pour qu'un tel dispositif soit efficace, il ne faut pas oublier les arrivées d'air neuf de compensation qui seront disposées de manière à éviter la formation de « zones mortes ». Dans le cas de stockage de produits inflammables, le réseau de ventilation est métallique et relié à la terre. Le ventilateur doit au minimum être de bonne facture industrielle et ne pas présenter de source d'inflammation en fonctionnement normal. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)

Un guide relatif à la prévention des risques d'incendie et de panique à destination de l'exploitant est disponible sur Internet à cette adresse :

<https://www.sis67.alsace.fr/sis-67/prevention/guide-de-lexploitant>

Avis

Le groupe de visite propose à la SCDS :

- de maintenir l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement motivé par :
 - o Les observations relevées dans le RVRMD en attente d'une proposition d'échéancier de mise en sécurité de l'établissement ;
 - o Le dysfonctionnement du système de surpression dans les laboratoires empêchant la fermeture des portes de recoupement des circulations. En cas de sinistre, un incendie se propagerait rapidement à l'ensemble de l'établissement ;
 - o Le non-respect des conditions d'isolement des laboratoires par rapport aux circulations ;
 - o La réalisation des travaux non réceptionnés, ne permettant pas d'apprécier pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;
 - o Les dérives liées au stockage conséquent de produits chimiques dans les laboratoires. La plupart des produits ne respectent pas les conditions de stockage (absence de bac de rétention, doute sur la compatibilité des produits stockés, stockage en vrac des contenants en verre, absence de traçabilité des produits en stock)
 - o La présence dans les salles à vocation d'enseignement et de recherches de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours ;
 - o Les réseaux d'extraction des hottes des sorbonnes traversant les niveaux. Ces derniers ne sont pas isolés coupe feu réglementairement ;

- L'absence de fermeture des portes CF des circulations. . En cas d'éclosion d'incendie, les fumées se propageront dans l'ensemble des circulations et vers les autres plateaux empêchant une évacuation des occupants ;
 - Les locaux à risques non isolés règlementairement pouvant conduire à une propagation d'incendie en cas d'éclosion d'un sinistre ;
 - Le non respect du cloisonnement traditionnel (trouées dans la plupart des cloisons, cloisons non CF, portes des locaux non PF1/2h etc.) pouvant conduire à une propagation d'un sinistre l'ensemble des circulations ;
 - La présence de stockage dans les circulations et dégagements (photocopieurs, baie de brassage) ;
 - L'absence de désenfumage des circulations de plus de 30m. et la défaillance du désenfumage naturel de la cage d'escalier du bâtiment C ne permettant pas d'évacuer les fumées et de garantir l'évacuation rapide et sûre du public ;
 - La défaillance de 50% de l'éclairage de sécurité pouvant conduire à un mouvement de panique et compromettre l'évacuation rapide et sûre du public ;
 - L'absence de suivi rigoureux des prescriptions émises par la SCDS dans ses procès-verbaux antérieurs ;
 - Les nombreux travaux réalisés sans délivrance d'un RVRAT établi par un organisme agréé et l'absence de réception par la commission de sécurité, ne permettent pas de garantir le respect de la réglementation incendie et d'analyser pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;
 - L'insuffisance des dégagements dans la salle A003 dont l'effectif est de 50 personnes ;
 - Les difficultés d'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement ne permettant pas de faciliter l'intervention des secours. Cela concerne notamment les locaux du bâtiment D au 2^{ème} étage ;
 - La réalisation de travaux sans autorisation préalable de l'autorité de police et de l'avis de la SCDS. Cela concerne le remplacement du SSI en 2014.
- d'émettre un avis favorable à la réception des travaux de l'AT 067 218 13 V 0010 relative à la pose de garde-corps et création porte d'accès en toiture ;
 - d'émettre un avis favorable à la réception des travaux de l'AT 067 218 13 V 0013 relative à la rénovation des douches de sécurité dans le bâtiment F
 - d'émettre un avis favorable à la réception des travaux de l'AT 067 218 15V 0004 relative aux travaux de mise en accessibilité sanitaires
 - d'émettre un avis favorable à la réception des travaux du PC 067 218 13 V 0016 ;
 - d'émettre un avis favorable à la réception des travaux du PC 067 218 14 V 0023 relatif à la création d'un local de stockage de produits et déchets chimiques avec local poubelles en RDC de l'aile F.
 - d'émettre un avis défavorable à la réception des travaux de l'AT 067 218 21 V 0022 : rénovation de l'amphithéâtre GERHARDT Aile G et travaux d'isolation aile C-D motivé par les observations contenues dans le RVRAT ;
 - d'émettre un avis défavorable à la réception des travaux de l'AT 067 218 22 V 0010 : rénovation énergétique de l'aile A motivé par les observations contenues dans le RVRAT.

**AVIS ET PRESCRIPTIONS DE LA CCDSA / SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA
SECURITE DANS LES ERP / IGH (SCDS) :**

• **MEMBRES DE DROIT PRESENTS :**

- | | |
|---------------|-----------------------------|
| - Président : | M. Thibaut BUCHER |
| - SIS : | Lt-Col Patrice PETIT |
| - DDT : | M. Patrice LIMASSET |
| - DDSP : | Bg Anthony GUEDE |

• **PRESCRIPTIONS DE LA SCDS :**

Prescriptions antérieures non réalisées

1. **Etablir et transmettre à la SCDS, sous couvert du Maire de la commune, un échéancier de mise en sécurité, basé sur le RVRMD du 24/03/2014. (RAPPEL - GE 7)**
2. **Revoir les protocoles de stockage des produits chimiques dans les laboratoires après leur utilisation. (rappel)**
3. Maintenir libres de tout encombrement les issues et dégagements sur la totalité de leur largeur (extérieurs et intérieurs). Déverrouiller ces issues en présence du public. **(CO 37 – 45 – 46)**
4. Des exercices pratiques d'évacuation doivent avoir lieu au cours de l'année universitaire ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité. **(R 33)**
5. Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie. (R143-3 du CCH)
6. Fournir à la SCDS sous couvert du maire un RVRMD portant sur l'ensemble des travaux réalisés et non réceptionnés à ce jour. (GE 8)
7. Saisir, la commission de sécurité sous couvert du Maire, en vue d'une visite de réception des travaux non réceptionnés. (R 143-34 du CCH - GE 3 - art. 43 du décret du 08/03/95)
8. En application de l'article GN 8, le chef d'établissement en liaison avec le maître d'ouvrage devront soumettre pour validation de la SCDS ERP-IGH la ou les solution(s) retenue(s) visant à l'évacuation différée des élèves/ personnes en situation de handicap moteur fréquentant les étages, puis les intégrer dans les procédures et consignes d'évacuation. L'évacuation verticale restant la règle pour les personnes pouvant se déplacer par leurs propres moyens.
9. Intégrer les différentes situations de handicap des personnes amenées à fréquenter isolément les locaux et mettre en place un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible par ces dernières dans les sanitaires. (GN 8)
10. Fournir à la SCDS, sous couvert du Maire, une déclaration d'effectif à jour. (R2)
11. **Remédier au dysfonctionnement des portes de recoupement des circulations. (CO 24)**

12. S'assurer que les portes des laboratoires disposant de ferme-portes se referment complètement. (R 10)
13. Supprimer tout dépôt, matériel ou objet pouvant faire obstacle à la circulation des personnes dans les dégagements ; il y a lieu notamment de maintenir libre de tout encombrement les cheminements d'évacuation. Cela concerne la baie de brassage dans la circulation du 1^{er} étage de l'aile C, le photocopieur de l'UMR MELY au 2^{ème} étage de l'aile D. (CO 37)
14. Supprimer les cales bloquant les portes en général. Il existe la possibilité d'asservir les portes désirant être maintenues ouvertes pour des raisons d'exploitation au système de sécurité en place. (CO 47)
15. Respecter les conditions d'isolement des laboratoires dans l'ensemble de l'établissement. Ces derniers sont considérés comme des locaux à risque courant. Ils doivent cependant être isolés des locaux et circulations recevant du public par des parois coupe-feu 1/2h au moins et des portes pare-flammes 1/2h, munies de ferme-portes. La quantité de produits admise dans chaque local est limitée à la quantité nécessaire aux manipulations et expériences en cours. (R 10 §3)
16. S'assurer que les portes des laboratoires sont maintenues fermées en permanence. (R 10 §3)
17. Dispenser au personnel d'accueil désigné par le chef d'établissement, une formation annuelle à l'exploitation du tableau du SSI. (MS 69)

Prescriptions nouvelles

18. Transmettre à la SCDS, sous couvert du Maire, les attestations de levées des réserves contenues dans les rapports de vérifications des installations techniques non présentées lors de la visite périodique du 08/11/2022. (GE 6)
19. Lever les observations contenues dans les RVRAT/RVRMD présentés lors de la visite de réception du 08/11/2022. (GE 7)
- 20. Isoler l'ensemble des locaux à risque moyen par des murs et planchers CF1h avec porte CF1h munie de ferme-porte. (CO 28, R 10)**
- 21. Remédier au dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité. (EC 7)**
- 22. Reboucher l'ensemble des trouées et restituer le degré CF des cloisons et des portes en application de l'article CO 24.**
23. Supprimer et proscrire le stockage de cartons dans les sanitaires (local E100) de l'aile E au 1^{er} étage. (R143-13 du CCH)
24. Remplacer la porte du local F 301 par une porte PF 1/2h. (CO 24)
25. Supprimer le stockage anarchique et le four micro-ondes dans le local étudiant F005. (CO 28)
26. Supprimer la climatisation mobile dans le local F003 et reboucher l'ensemble des trouées réalisées. (CO 28, R 143-13 du CCH)
27. Supprimer la porte coulissante non motorisée du local D 107 et installer une porte à vantail traditionnelle PF1/2h. (CO 48)
28. Limiter l'effectif de la salle A003 à 19 personnes compte-tenu du seul dégagement disponible ou créer un deuxième dégagement. (CO 38)
29. Supprimer l'alarme sur les portes des sorties de secours. Cette dernière est de nature à couvrir l'alarme incendie. (R 143-13 du CCH)

30. Réaliser un inventaire détaillé des produits chimiques et inflammables contenu dans l'ensemble de l'établissement. (R10§1)
31. Respecter les dispositions de l'article R10§ 2. Concernant les locaux de stockage de produits dangereux, destinés à l'enseignement et à la recherche, autres que les liquides inflammables. En application de l'article CO 27 § 2, les locaux destinés au stockage des produits dangereux autres que les liquides inflammables cités au paragraphe précédent sont classés locaux à risques moyens. Ils doivent être destinés exclusivement au stockage de ces produits. Chaque produit doit être conservé dans son conditionnement commercial d'origine. A défaut, il doit être conservé dans un emballage adapté et étiqueté suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 20 avril 1994 susmentionné. Les récipients contenant des liquides doivent être placés dans une cuvette étanche et réalisée en matériau adapté au produit contenu. Cette cuvette doit pouvoir retenir la totalité des liquides que ces récipients contiennent.
32. Les quantités de produits toxiques et liquides inflammables doivent être limitées à la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours dans :
 - les salles à vocation d'enseignement dans lesquelles les élèves ou les étudiants exécutent des exercices nécessaires à leur formation, sous la surveillance de professeurs ;
 - les salles à vocation de recherche.La présence dans ces salles de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours est interdite. (R12§1)
33. Les locaux doivent être identifiés par la mention « stockage de produits dangereux » apposée sur leurs portes d'accès
34. Désenfumer les circulations de plus de 30m dont les locaux adjacents accessibles au public ne sont pas désenfumés. (R19)
35. Disposer d'un passe unique permettant l'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement afin de faciliter l'intervention des secours. (R 143-13 du CCH)

Recommandations

1. Mettre à jour le plan ETARE de l'établissement.
2. Respecter les dispositions relatives au stockage des bouteilles d'hydrogène.
3. Interdire le stockage de produits sous les sorbonnes. Les sorbonnes de laboratoire sont des installations prévues pour effectuer des expériences et des manipulations de laboratoire ; elles ne doivent pas devenir des emplacements de stockage. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
4. Les armoires et les étagères propres à un laboratoire ne doivent assurer que le stockage tampon correspondant, soit à des besoins à court terme en produits usuels, soit à des besoins particuliers au laboratoire à court ou éventuellement moyen terme. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
5. S'assurer de la séparation des produits incompatibles entre eux. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
6. Les produits dangereux ne doivent pas être stockés à plus de 1,60 m du sol. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
7. Les rayonnages ou étagères doivent être réalisés en matériaux résistants mécaniquement et chimiquement. Leur stabilisation efficace doit empêcher tout basculement. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)

8. Prévoir des capacités de rétention par catégorie de produits dans le local de stockage extérieur. Si une catégorie occupe plusieurs étagères, on prévoira une rétention par étagère. Le local de stockage sera lui-même en rétention générale, sachant qu'une rétention déportée permettant la récupération des eaux d'extinction est la solution à préférer en cas de réalisation de locaux neufs ou de réaménagement important. En tout cas, un puisard facilitera la récupération des liquides répandus. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)
9. Faire vérifier le système de ventilation et de conditionnement d'air du local de stockage extérieur. Une ventilation mécanique, résistant à la corrosion et assurant un renouvellement de 4 à 6 volumes par heure doit être prévue dans un tel local. Ce débit doit pouvoir être porté ponctuellement (en cas de dispersion accidentelle d'un liquide volatil par exemple) à 20 volumes par heure à l'aide d'une commande située à l'extérieur du local ou asservie à la détection de gaz/vapeurs. Pour qu'un tel dispositif soit efficace, il ne faut pas oublier les arrivées d'air neuf de compensation qui seront disposées de manière à éviter la formation de « zones mortes ». Dans le cas de stockage de produits inflammables, le réseau de ventilation est métallique et relié à la terre. Le ventilateur doit au minimum être de bonne facture industrielle et ne pas présenter de source d'inflammation en fonctionnement normal. (Aide-mémoire technique ED 6015 établi par l'INRS sur le stockage des produits chimiques en laboratoire)

• **AVIS DE LA SCDS :**

Après avoir consulté le rapporteur en matière de sécurité incendie et de panique, la CCDSA / Sous-Commission Départementale de la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP / IGH :

- émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux de l'AT 067 218 13 V 0010 relative à la pose de garde-corps et création porte d'accès en toiture ;
- émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux de l'AT 067 218 13 V 0013 relative à la rénovation des douches de sécurité dans le bâtiment F
- émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux de l'AT 067 218 15V 0004 relative aux travaux de mise en accessibilité sanitaires
- émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux du PC 067 218 13 V 0016 ;
- émet un **AVIS FAVORABLE** à la réception des travaux du PC 067 218 14 V 0023 relatif à la création d'un local de stockage de produits et déchets chimiques avec local poubelles en RDC de l'aile F.
- émet un **AVIS DEFAVORABLE** à la réception des travaux de l'AT 067 218 21 V 0022 : rénovation de l'amphithéâtre GERHARDT Aile G et travaux d'isolation aile C-D motivé par les observations contenues dans le RVRAT ;
- émet un **AVIS DEFAVORABLE** à la réception des travaux de l'AT 067 218 22 V 0010 : rénovation énergétique de l'aile A motivé par les observations contenues dans le RVRAT.
- maintient l' **AVIS DEFAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation de l'UNISTRA ILL FACULTE DE PHARMACIE - 74 Route du Rhin à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN motivé par :
 - les observations relevées dans le RVRMD en attente d'une proposition d'échéancier de mise en sécurité de l'établissement ;
 - le dysfonctionnement du système de surpression dans les laboratoires empêchant la fermeture des portes de recoupement des circulations. En cas de sinistre, un incendie se propagerait rapidement à l'ensemble de l'établissement ;
 - le non-respect des conditions d'isolement des laboratoires par rapport aux circulations ;
 - la réalisation des travaux non réceptionnés, ne permettant pas d'apprécier pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;
 - les dérives liées au stockage conséquent de produits chimiques dans les laboratoires. La plupart des produits ne respectent pas les conditions de stockage

(absence de bac de rétention, doute sur la compatibilité des produits stockés, stockage en vrac des contenants en verre, absence de traçabilité des produits en stock)

- la présence dans les salles à vocation d'enseignement et de recherches de produits toxiques ou de liquides inflammables en quantité non justifiée par la réalisation des manipulations, expériences ou travaux en cours ;
- les réseaux d'extraction des hottes des sorbonnes traversant les niveaux. Ces derniers ne sont pas isolés coupe feu réglementaire ;
- l'absence de fermeture des portes CF des circulations. . En cas d'éclosion d'incendie, les fumées se propageront dans l'ensemble des circulations et vers les autres plateaux empêchant une évacuation des occupants ;
- les locaux à risques non isolés règlementairement pouvant conduire à une propagation d'incendie en cas d'éclosion d'un sinistre ;
- le non respect du cloisonnement traditionnel (trouées dans la plupart des cloisons, cloisons non CF, portes des locaux non PF1/2h etc.) pouvant conduire à une propagation d'un sinistre l'ensemble des circulations ;
- la présence de stockage dans les circulations et dégagements (photocopieurs, baie de brassage) ;
- l'absence de désenfumage des circulations de plus de 30m. et la défaillance du désenfumage naturel de la cage d'escalier du bâtiment C ne permettant pas d'évacuer les fumées et de garantir l'évacuation rapide et sûre du public ;
- la défaillance de 50% de l'éclairage de sécurité pouvant conduire à un mouvement de panique et compromettre l'évacuation rapide et sûre du public ;
- l'absence de suivi rigoureux des prescriptions émises par la SCDS dans ses procès-verbaux antérieurs ;
- les nombreux travaux réalisés sans délivrance d'un RVRAT établi par un organisme agréé et l'absence de réception par la commission de sécurité, ne permettent pas de garantir le respect de la réglementation incendie et d'analyser pleinement le niveau de sécurité de l'établissement ;
- l'insuffisance des dégagements dans la salle A003 dont l'effectif est de 50 personnes ;
- les difficultés d'accès à l'ensemble des locaux de l'établissement ne permettant pas de faciliter l'intervention des secours. Cela concerne notamment les locaux du bâtiment D au 2^{ème} étage ;
- la réalisation de travaux sans autorisation préalable de l'autorité de police et de l'avis de la SCDS. Cela concerne le remplacement du SSI en 2014.

Notifié à l'autorité de police :


(Art. 42 du décret du 8 mars 1995)

Maire de ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Copie à :

. Préfet
. SIS
. DDT
. DDSP
. UNISTRA

Le Président,


Monsieur Thibaut BUCHER
Chef du DIDPC
Direction des Sécurités